

(Dés)orientation de la santé mentale comme grande cause nationale

Lors de sa prise de fonction, le Premier ministre a d'emblée axé une part de son discours sur la santé mentale, souhaitant en faire une grande cause nationale, comme le réclamaient un certain nombre d'associations et d'organisations, dont certaines sont fortement liées à des opérateurs et entreprises privées.

Malheureusement, nous assistons, depuis maintenant des années, à une suite sans fin d'annonces, de Grenelles, d'Assises, de Conseil National de la Refondation sans aucun effet sur le terrain. Au mieux, il s'agira d'une stratégie de communication pour montrer que le gouvernement est dans l'action sans que l'on sache vraiment de quelle action il retourne.

Une des dernières déclarations du Premier ministre illustre ici parfaitement l'absence totale de cohérence dans les actions du gouvernement concernant les soins psychiques. Le Premier ministre a annoncé, dans le cadre du programme France 30, la mise en place d'un appel à projet de près de 10 millions d'euros « pour faire émerger des technologies de santé numérique innovantes ».

Ainsi, au lieu de mettre les moyens nécessaires pour faire mieux fonctionner ce qui existe déjà, il s'agit ici de réinventer la roue en investissant dans des recherches sans impact et de gommer la dimension humaine de la rencontre et du soin en passant d'une science humaine à une santé numérique.

L'effet est ici principalement une action de communication politique mais aussi la consécration des starts-up dans le champ du soin psychique. Ce sont donc des entreprises privées, dont le modèle lucratif est clair, qui vont rafler la mise pour faire moins bien que les services publics.

La privatisation grandissante dans le champ de la santé confronte à un incroyable paradoxe : c'est désormais l'argent public qui finance le privé pour concurrencer les services publics.

Alors que tous les acteurs sur le terrain savent exactement ce qu'il faudrait faire pour mettre en place une véritable politique d'envergure autour du soin psychique, le gouvernement continue d'être totalement désorienté, sans autre vision que celle guidée par la financiarisation de la santé, le court-termisme et l'absence d'écoute des premiers concernés.

Que vont devenir les CMP ? Que vont devenir les CMPP ? Que vont devenir les services de psychiatrie ? Que vont devenir les services publics ? Que vont devenir les millions de personnes en souffrance psychique ?

Ces questions n'intéressent pas le gouvernement. N'oublions pas que faire peau neuve ne permet de changer que l'apparence et aucunement le fond. Le serpent, tout comme le gouvernement, reste le même après sa mue.

Mais ces questions sur l'avenir du modèle de soin intéressent fortement le SNP qui continue de lutter et de soutenir une véritable politique ambitieuse autour du soin psychique, du renforcement massif des services publics et de l'écoute des acteurs de terrain que sont, entre autres, les psychologues.

40 Rue Pascal/porte G 75013 PARIS Tél. : +33 (0)7 49 32 12 20